

50527535/5

3131

(1943)



Mode de fixation des taxes des colis postaux

Loi 27.10.43 (J.O. 28.10.43)

Mode de fixation des taxes des colis postaux

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 28 octobre 1943

-:-:-:-:-

LOI n° 561 du 27 octobre 1943 relative au mode de fixation  
des taxes des colis postaux

Le chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels n°s 12 et 12 bis;

Le conseil de cabinet entendu,

Décète :

Art. 1er. - Sont fixés par décision du secrétaire d'Etat aux communications :

a) Le montant des taxes, indemnités et redevances afférentes aux colis postaux des régimes intérieur, continental et corse déterminé d'après le tarif de messagerie des chemins de fer conformément aux dispositions de l'article 11 de la convention du 28 octobre 1938 conclue entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français et approuvée par décret-loi du 12 novembre 1938;

b) Les rémunérations allouées à la Société nationale des chemins de fer français pour le transport des colis postaux du régime impérial, sur la base de taxes du régime intérieur, en vertu des stipulations de l'article 22 a de la convention susvisée, y compris les quotes-parts territoriales de transit ainsi que les taxes accessoires, indemnités et maxima de valeur déclaré;

c) Les droits territoriaux revenant aux services de Corse et de l'Algérie et qui, par application des dispositions des articles V et VIII du protocole final de l'arrangement international des colis postaux, sont fonction des rémunérations prévues par la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 2. - Les taxes perçues sur le public pour les colis postaux du régime international comportent en sus des droits territoriaux dus à la Société nationale des chemins de fer français les bonifications qui doivent être attribuées aux services maritimes, aériens, coloniaux ou étrangers intervenant dans le transport, en application des stipulations de l'arrangement international concernant les colis postaux. Les quotes-parts maritimes françaises sont fixées dans le cadre desdites stipulations dans les mêmes formes que celles revenant à la Société nationale des chemins de fer français.

....



Art. 3. - Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Art. 4. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 octobre 1943

Pierre LAVAUR.

Par le chef du Gouvernement :

Le ministre secrétaire d'Etat à la  
production industrielle et  
aux communications,  
Jean BICHELONNE.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Pierre CATHALA.